

Les subsides

M. Johnston: Il nous suffit d'examiner le bilan des États-Unis dans le domaine automobile et sidérurgique. Il nous suffit de comparer ces résultats à la réaction du Syndicat des travailleurs unis de l'automobile au Canada, encouragé et aiguillonné par nos amis néo-démocrates, qui refusent catégoriquement de reconnaître le rapport entre les salaires et les prix en période de baisse de productivité. Là encore, le critique financier du Nouveau parti démocratique sait certainement qu'en l'absence de productivité, les hausses de salaire se traduisent presque immédiatement et presque totalement par des augmentations de prix. Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Tous les pays l'ont admis.

Je demande au député de Kamloops-Shuswap de se reporter à un article paru dans le *Globe and Mail* d'hier, sous la plume d'un de nos journalistes économiques les plus respectés et les plus compétents, Ronald Anderson, qui s'appuie fortement sur la déclaration de la Banque des règlements internationaux. Je voudrais citer plusieurs passages de cet article. En voici un:

Selon les tableaux statistiques, le Canada est celui des 11 principaux pays industrialisés visés par le rapport qui obtient les moins bons résultats en matière de règlements salariaux.

On peut lire un peu plus loin:

Le rapport de la BRI signale que le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, l'Autriche et la Suisse ont un bon bilan pour ce qui est d'adapter les règlements salariaux aux besoins d'ensemble de l'économie. La modération dont ont fait preuve les syndicats et la direction lors des négociations a permis au revenu réel de s'adapter en douceur à l'évolution de la situation. Le souci de la sécurité d'emploi...

Le député quitte la Chambre. Il dit qu'il ne comprend pas et nous lui offrons la possibilité de comprendre certains problèmes auxquels nous nous heurtons et certaines solutions que nous proposons. Il a quitté sa place. Quoi qu'il en soit, je continue mes citations et je lui enverrai une copie du hansard demain. On peut lire un peu plus loin dans le même article:

La modération dont ont fait preuve les syndicats et la direction lors des négociations a permis au revenu réel de s'adapter en douceur à l'évolution de la situation. Le souci de la sécurité d'emploi a contribué à convaincre les syndicats d'Allemagne de l'Ouest, par exemple, d'accepter des hausses de salaire inférieures au taux d'inflation.

Je répète qu'il faudra en passer par là si nous voulons régler nos problèmes. Le Japon et l'Allemagne ayant réussi à ralentir les hausses salariales ont obtenu de bons résultats. Je réponds ainsi à la question que le député a posé il y a quelques instants. Mais le militantisme syndical n'est pas à recommander par les temps qui courent. J'exhorte le député à prêcher la modération aux syndicats tout comme le gouvernement la pratique.

Des voix: Oh, oh!

M. Johnston: J'entends mes collègues conservateurs caqueter.

M. Riis: Surveillez-donc Dome Petroleum!

M. Johnston: Votre Honneur aura noté que je n'ai pas attaqué de front mes collègues conservateurs, car il est une chose que je peux dire de nos amis néo-démocrates: au moins ils proposent quelque chose. Leurs propositions sont certes inacceptables puisqu'elles ne feraient qu'aggraver nos difficultés économiques, mais au moins ils ont le courage de nous inviter à dépenser, à dépenser sans compter. Quant aux propositions

conservatrices, elles sont demeurées dans la pénombre et je suppose qu'elles y resteront toujours.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Retirez le budget.

M. Johnston: Qu'importe les caquètements de l'autre côté; en terminant je voudrais insister sur une idée que je dois répéter puisque le député pourrait tellement en profiter s'il la comprenait.

Certains s'imaginent que si les hausses salariales sont égales ou inférieures à l'indice des prix à la consommation, elles n'attisent pas l'inflation. Comme je l'ai dit tout à l'heure, si la productivité n'augmente pas, toute hausse salariale contribue immédiatement à gonfler les prix.

Cette question a un autre aspect. On voit bien que le député songe aux chômeurs. Nous y songeons aussi. C'est un grave problème qui doit inquiéter tout Canadien sérieux. Ceux d'entre nous qui ont un emploi, comme député ou courriériste parlementaire, sont privilégiés. Chaque fois que nous abusons du système, que ce soit dans le secteur privé ou public, en exigeant des hausses salariales, nous le faisons en réalité sur le dos des chômeurs. L'argent pourrait en effet servir à créer des emplois, à effectuer des investissements, à agrandir des usines ou à réaliser des programmes comme ceux que le député préconise. Il ne peut servir à la fois à hausser les salaires et à créer des emplois. Quand le député demande ce qu'il peut faire, je lui réponds de faire comprendre au CTC et au mouvement ouvrier que s'ils modéraient leurs revendications salariales, ils permettraient peut-être à de nombreux chômeurs de retrouver des emplois, et c'est ce que nous voulons.

• (-1)

Le député a abordé de façon traditionnelle la question des taux d'intérêt élevés. Je n'entends pas revenir là-dessus, si ce n'est pour lui signaler que les épargnants chez nous depuis 30 ans voient fondre leurs économies. Nous avons vu de faibles taux d'intérêt sur les placements dont la valeur s'effritait petit à petit et l'ensemble des dettes augmenter à cause de l'inflation. Voilà pourquoi l'inflation demeure l'ennemi n° 1.

Nous assistons à l'heure actuelle à la révolte des épargnants. C'est tout particulièrement vrai aux États-Unis où l'écart entre le taux d'intérêt et l'inflation est si considérable. Pourquoi l'est-il? Ce n'est pas seulement à cause de la politique d'argent cher, mais parce que les épargnants se font échauder depuis des années. L'électeur qui est allé se plaindre au bureau du député de ce que l'inflation faisait fondre ses épargnes avait tout à fait raison. C'est là l'une des difficultés. Voilà pourquoi nous devons lutter tout particulièrement contre l'inflation.

L'attitude que le député de Kamloops-Shuswap préconise en matière de dépenses est-elle compatible avec la nécessité de lutter contre l'inflation? Est-il concevable qu'en augmentant ses dépenses favorisant l'expansion et en multipliant ses interventions et ses programmes, le gouvernement puisse arriver à venir à bout de l'inflation, l'inflation que tous les économistes sérieux et tous les membres de l'OCDE tiennent pour le plus grand des maux? Je ne le pense pas.